

MOTION EN FAVEUR DE L'EMERGENCE DE CARAÏBES ECOLOGIE- LES VERTS

Courant 1997, nous avons été approchés par le Parti national les Verts, afin de le représenter aux élections législatives. Au lendemain de ce scrutin, une délégation composée de quelques écologistes s'est rendue à Paris pour négocier les modalités d'adhésion aux Verts. Au terme de cette rencontre qui s'est déroulée dans la plus grande convivialité, il était décidé que nous adhérions aux valeurs fondamentales défendues par ce parti, mais il était expressément convenu, dans notre texte d'orientation, que nous nous réservions le droit d'opposer « l'exception culturelle » à toute position nationale qui heurterait trop brutalement notre identité.

Depuis, nous avons été de tous les combats et nous avons participé à toutes les joutes électorales, selon la ligne définie par notre parti.

Des dissensions se sont fait jour, très récemment, quand, dans une démarche de compétition avec le parti socialiste, notre allié habituel au plan national, « le national » des Verts exigeait, sans nous entendre, que nous participions aux élections régionales uniquement pour faire du chiffre, sans espoir d'être élus. Bien entendu, nous ne nous sommes pas laissés convaincre par cette stratégie dépourvue de toute légitimité, car n'ayant jamais été débattue avec nous.

Les élections régionales de mars 2010 ont d'ailleurs conduit de nombreux militants antillais à poser la question de notre appartenance à un parti national qui feint ignorer nos spécificités culturelles, écologiques et politiques. Nombreux sont nos militants qui ont stigmatisé notre difficulté à être correctement représenté au sein des organes de la direction nationale, nos tentatives de faire élire un des nôtres, notamment au sein du collège exécutif, s'étant soldées par des échecs. Le motif invoqué, à savoir l'éloignement géographique, ne résiste pas à l'analyse quand on sait les possibilités qu'offrent les TIC (techniques de l'information et de la communication), fortement utilisées par les Verts lorsqu'il s'agit de rapprocher les hexagonaux également éloignés de Paris pour prendre des décisions collégiales.

Force est d'admettre que la direction du parti « Les Verts » ne reflète pas la diversité de la population française. Force est de constater que ce n'est pas demain qu'un candidat écologiste à l'élection présidentielle française, par exemple, émergera d'une des « régions ultrapériphériques » de la nation française.

Tout le monde semble accepter avec fatalité notre exclusion de la sphère dirigeante de ce parti et d'aucuns ne voient en nous que des réservoirs de voix pour faire et défaire des majorités lors des congrès, racler le maximum de financement public à l'occasion des consultations électorales et calquer le périmètre de rayonnement des Verts sur celui des autres partis, notamment le parti socialiste.

Les mutations en cours, sous la bannière d'Europe Ecologie, suscitent un formidable espoir, mais montrent encore combien les problématiques des régions d'Outre mer restent marginales, aux yeux des européens, stricto sensu. Le concept même d'Europe Ecologie semble procéder d'une approche purement continentale de son champ géographique.

Certes, nous comprenons la légitimité d'une telle approche et nous ne ferons pas le reproche aux européens de se sentir européens et de vouloir embrasser les causes qui les concernent, à l'échelle du continent européen. L'histoire, la pertinence des luttes sociales, la continuité territoriale, le mouvement d'intégration régionale consacré par l'Union européenne, commandent que l'appréhension des questions environnementale, économique, juridique et sociale se fasse à l'échelle européenne. Et pour cela, Europe Ecologie a toute sa légitimité et nous y apporterons tout notre soutien.

Par contre le même raisonnement, appliqué aux anciennes colonies des Etats européens, ne peut accoucher chez nous que de « Caraïbe Ecologie » et non point « Europe Ecologie ».

Les élections au Parlement européen, auxquelles nous avons participé, avec un succès tout relatif, ont mis encore en lumière ce paradoxe et cette conception purement utilitaire de l'Europe qui prévaut dans nos régions : tout en ayant besoin de l'Europe, les caribéens que nous sommes ne se sentent pas européens et ne se passionnent pas pour l'Europe. Les très forts taux d'abstention, relevés lors de ces élections, en témoignent.

De surcroît, un mode de scrutin antidémocratique, qui réunit en une seule circonscription des pays situés tout autour de la planète et des peuples qui n'ont en commun que la colonisation française, est venu sceller définitivement la conviction que jamais un écologiste issu de nos rangs ne pourra être élu au Parlement européen. Nous avons formé un recours au conseil d'Etat contre ce mode de scrutin foncièrement discriminatoire, sans le moindre soutien du « national », mais nous nous sommes heurtés à l'absence, en ce temps, du décret d'application de la loi organique du 10 décembre 2009, permettant à un justiciable de soulever l'inconstitutionnalité d'une loi à l'occasion d'un procès. Même le commissaire du gouvernement auprès du Conseil d'Etat a reconnu la pertinence de notre analyse. Mais l'idée d'exiger une modification du système électoral appliqué aux « Outre mer » n'a effleuré l'esprit d'aucun député, de quelque bord que ce soit.

Nous avons donc bien compris que nous ne pourrions compter que sur nous même et que nous devons affirmer, plus que jamais, notre identité au sein du rassemblement qui est en cours d'élaboration. Ce n'est que de la sorte que nous pourrions manifester notre adhésion à la transcendance des Verts par un mouvement plus large, rassemblant les écologistes au-delà de nos frontières, selon le concept d'Europe Ecologie.

Aussi, tout en réaffirmant notre attachement aux valeurs de la République et de l'Ecologie, nous entendons affirmer l'identité caribéenne au sein du rassemblement des Ecologistes.

Autrement dit, si nous adhérons à la démarche des artisans d'Europe Ecologie, c'est à la condition qu'elle valorise notre identité et qu'elle nous accorde notre juste place, à la mesure de notre représentativité au sein de cette coopérative.

En annexe à la présente motion, nous présentons une esquisse d'argumentaire explicitant l'intérêt et les espaces de débat de « Caraïbe Ecologie – Les Verts ».

Nous vous invitons, chers amis, à valider le projet de fondation du mouvement politique « Caraïbe Ecologie – les Verts ». Un mouvement qui s'inscrira naturellement dans la dynamique de la coopérative Ecologiste qui verra le jour à Lyon les 13 et 14 novembre 2010

UNIS DANS LA DIVERSITE, tel est notre devise.

LES PREMIERS SIGNATAIRES :